

## Principales idées du livre « À quoi sert la philanthropie ? »

Cette réflexion se situe dans le cadre d'une accélération des désordres climatiques et sociaux, de l'accroissement exponentiel des inégalités et d'une perversion de la démocratie. **Cette irresponsable course en avant conduit au chaos.** Les tenants du système actuel présentent les évolutions actuelles comme **inévitables**, mais affirment que **la responsabilité et la générosité des riches, à travers la philanthropie, va permettre de résoudre les problèmes.**

L'objet du livre est de discuter de cette affirmation.

### I- Qu'est-ce que la philanthropie ?

#### 1/ Histoire et diversité

Étymologiquement la **philanthropie**, c'est « l'amour du genre humain ». C'est le sens premier que lui donnaient les philosophes des Lumières au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

Au siècle suivant, aux Etats-Unis, l'invention de la philanthropie moderne par les capitaines d'industrie a traduit la volonté des plus riches d'apporter par eux-mêmes, en dehors du cadre démocratique, une réponse aux problèmes de la société avec une petite partie de la richesse qu'ils avaient tiré d'une exploitation sans précédent des ressources et des humains. **Voler en grand, restituer en petit, voilà la philanthropie disait Paul Laffargue**

*La philanthropie se nourrit des inégalités.*

**A partir des années 1970, une nouvelle génération de financiers-philanthropes** apparaît aux États-Unis. Ces nouveaux maîtres des marchés se moquent de l'avenir et des populations, et l'éthique professionnelle leur est inconnue. Certains d'entre eux iront en prison, après une série de délits d'initiés et de scandales de corruption. Vers la fin des décennies 90, la plupart de ces raiders, habiles à discerner les retournements de conjoncture, vont se reconvertir en entrepreneurs vertueux et en philanthropes respectés. Bernard Tapie, Xavier Niel, qui a connu Mimi Marchand en prison, sont des exemples en France de ces financiers sans foi ni loi, qui manipulent des millions d'euros.

**Aujourd'hui, 400 très grandes entreprises planétaires dominent le monde** et sont parfois plus puissantes que les États. Elles constituent les empires dont elles ont toutes les fonctions. Les philanthro-capitalistes, qui sont à la tête de leur entreprise et en même temps de leur fondation, manipulent non plus des millions mais des milliards de dollars. La fondation est un moyen pour eux, défiscalisé, de continuer à faire du business.

La place de la philanthropie est inversement proportionnelle à celle de l'action publique. **Chaque fois que le capitalisme a été régulé par la puissance publique, la philanthropie a vu son rôle diminuer.**

**En France, plusieurs formes** d'action sont regroupées sous le nom de philanthropie. :

- Il existe des **philanthropes désintéressés, altruistes**, qui travaillent « pour l'amour de l'humanité » à des objectifs de de solidarité, de transition écologique, de défense des droits, d'éducation, etc.
- Parmi elles un certain nombre de **fondations qu'on peut qualifier d'alternatives** se sont données pour objectif d'accompagner le changement systémique.
- La troisième catégorie, de loin la plus importante en volume d'activités, est constituée de **fondations et des fonds de dotation directement liées aux entreprises et aux banques**. C'est cette philanthropie dominante qui est décrite dans la seconde partie du livre.

Conclusion : On constate une énorme diversité. **Parler de « la philanthropie n'a pas beaucoup de sens (c'est comme parler de « l'entreprise » aussi bien pour mon boulanger que pour Total).**

## 2/ En France, une place limitée, malgré les énormes transferts de finances publiques

Le rôle de la philanthropie est resté marginal pendant les 3 premiers quarts du XXe siècle, limité par le développement de la sécurité sociale, des lois protectrices et la vitalité associative.

**Mais depuis les années 1980, des bouleversements sociaux dévastateurs ont eu lieu** : démantèlement des grands bassins industriels, désindustrialisation des villes moyennes, licenciements massifs traduisent l'internationalisation de l'économie, en France comme partout ailleurs.

**Les privatisations font rentrer les entreprises nationales et les services publics dans le grand Monopoly** mondial des échanges de capitaux, sous la conduite d'une aristocratie d'État convertie au néolibéralisme. Mais ces entreprises vivent et prospèrent sur le dos des finances publiques qui sont mises en coupe réglée.

**Les exemptions d'impôts et de charges au profit des entreprises et des plus riches** représentent en 2018 l'équivalent du déficit budgétaire et près de 2 fois le montant des investissements des entreprises. Avec la fraude sociale des employeurs et l'évasion fiscale, on arrive au chiffre colossal de 136 milliards d'euros, soit 7 % du PIB.

**Une fois ces transferts effectués, le gouvernement tire argument des déficits créés de toutes pièces pour exiger le recul de l'action publique** et organise la destruction de l'État social. Ces transferts massifs ont pour effet de créer des millions de laissés-pour-compte, et inversement d'accentuer fortement l'enrichissement des plus riches. Mais cela n'entraîne pas un très fort accroissement de la philanthropie.

**A elles toutes, les fondations françaises ont un budget annuel de 7,5 milliards d'euros.** Mais 80% de ce total, environ 6 milliards, est consacré à la gestion d'établissements de santé, d'action sociale, d'enseignement et de recherche. Les subventions privées ne représentent que 1,5 milliards d'euros, dont une part importante va à des œuvres religieuses, des universités des actions culturelles de prestige.

Cela correspond, en y incluant le mécénat et les dons, à 4 % du budget des associations. **Il est donc inexact de dire, comme le fait le gouvernement, que la philanthropie va pouvoir remplacer l'action publique.**

## 3/ Charity business : 80 % du total des dons sont collectés par 150 ONG !

**Les dons des particuliers représentent 2,6 milliards d'euros en 2015.** Ce niveau reste faible par rapport aux pays anglo-saxons. Le crowdfunding, dans ce total, ne représente que 69 millions d'euros en 2016 et les micro-dons 1,7 millions d'euros. Ce n'est pas grand-chose à l'échelle de la nation.

**Le business du don est devenu extrêmement concurrentiel.** Il fait appel au marketing direct, avec des méthodes de plus en plus agressives. Des algorithmes permettent de cibler avec précision les populations. Aussi 80 % du total des dons sont collectés par 150 ONG, grandes associations et fondations.

**Faut-il continuer à défiscaliser les dons,** en abandonnant la maîtrise aux donateurs sous forme de réductions d'impôts ? Depuis 2007 l'État a multiplié par 5 la dépense publique sans augmenter les dons dans la même proportion.

Conclusion : la philanthropie occupe en France une place limitée malgré d'énormes transferts de financements publics et une défiscalisation des dons. Ceci est lié à la place des valeurs républicaines et des politiques sociales dans notre pays.

## II- L'imposture philanthropique, sous couvert de générosité

Face à la crise systémique, la **philanthropie dominante** remplit **4 fonctions** principales :

### 4/ Un rôle politique

**Les détenteurs de capital, les plus riches affirment leur légitimité à décider** ce qui est bon pour le pays et la collectivité à travers la philanthropie. Cela s'appelle la ploutocratie (gouvernement par les riches) qui est la négation de la démocratie.

**Aux États-Unis, les grandes institutions philanthropiques** sont à la fois partenaires et concurrentes de la puissance publique. Elles contribuent à la formation des élites à l'échelle mondiale, financent et contrôlent

des cercles de réflexion, mettent en place de véritables politiques privées, comme par exemple, en matière de santé. D'autres, comme la fondation Nicolas Hulot, sont à la recherche d'un capitalisme acceptable.

**Le gouvernement veut promouvoir une « philanthropie à la française »** qui est présentée comme une possibilité qui doit être donnée aux riches d'exercer leur générosité, « *afin que les grandes fortunes françaises puissent léguer leur argent à des œuvres comme le font Warren Buffet et Bill Gates* » (Gabriel Attal). C'est beau comme de l'antique !

**La véritable portée de ce projet** est révélée par un rapport publié en avril 2017 par l'Inspection générale des finances. Celle-ci propose que les fondations puissent devenir actionnaires majoritaires d'entreprises, dont le capital serait ainsi sanctuarisé (c'est ce que viennent de le faire les actionnaires du Monde), de résister aux OPA hostiles, de reprendre des entreprises en difficulté, d'encourager l'investissement en limitant le pouvoir des actionnaires. On ne peut que partager ces objectifs, mais est-ce de la philanthropie ?

## 5/ Un rôle de justification

**Les dirigeants sont parfaitement conscients** des désordres engendrés par les exigences des marchés financiers, mais aucun n'est prêt à remettre en cause le premier une situation qui lui procure tant de profits.

**En attendant, ils préfèrent développer une politique de justification**, d'autant plus nécessaire que l'explosion des inégalités entraîne des réactions de plus en plus fortes de la part des populations, et que la multiplication des scandales de grande ampleur a des effets désastreux sur l'image des entreprises.

**La philanthropie, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et le mécénat répondent à la préoccupation de restaurer la réputation de l'entreprise** et légitimer leur action, mais également d'éloigner le risque de nouvelles réglementations contraignantes. Selon les cas, les services de communication choisiront l'une ou l'autre de ces voies, souvent en les combinant, pour obtenir au moindre coût une optimisation de leur image auprès des actionnaires, des clients, des élus et des populations.

## 6/ Des relais actifs de l'idéologie managériale et d'une gouvernance financière mondiale

**Cette religion de l'efficacité, de l'intérêt et du darwinisme social** fait partie de l'ADN des fondations. Dès leur naissance, le capitalisme comme la philanthropie ont considéré que le progrès de l'humanité reposait sur le mariage du profit maximum et de la rationalité scientifique.

**Aujourd'hui, le managérialisme s'impose aux cadres et aux salariés des entreprises.** Cette forme très particulière de management répond à un objectif, la **création de valeur boursière**. Elle fait tendre toute l'activité humaine vers ce seul but, en considérant comme des coûts inutiles toutes les activités humaines qui n'y concourent pas directement. La réalité du monde est remplacée par des chiffres et des algorithmes.

**Au niveau mondial, cela se traduit par des « soft laws managériales »,** élaborées « par consensus », avec notamment des normes et de méthodes de comptabilité standardisées, en dehors de tout cadre démocratique, la mise en place de tribunaux d'arbitrage par les traités de libre-échange qui traduisent la **mise en place d'une gouvernance financière mondiale**.

**A travers le New public management,** cette managérialisation gagne progressivement toute la société, dans de nombreux pays. Cette logique, imposée aux organisations et aux pays aidés par les grandes institutions philanthropiques, tend à s'imposer aussi aux associations subventionnées et aux fondations opératrices.

**Mais les résistances sont très fortes,** car les raisons d'agir des salariés, des associations et des fondations opératrices sont fortement ancrées dans une éthique du service à la personne de l'intérêt général. La révolte des gilets jaunes, puis les manifestations massives contre la réforme des retraites, qui procèdent de cette logique, en sont l'illustration.

## 7/ Le risque d'une dérive totalitaire

**Les dirigeants des plus grandes entreprises mondiales, qui sont également les plus grands philanthropes, se considèrent parfois comme les maîtres du monde** du fait de leur puissance économique et financière.

**Ce sentiment de pouvoir absolu se traduit par le rêve de construire un homme nouveau** « où les chefs politiques auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude » (préface au Meilleur des mondes »).

**La fabrication du consentement est à l'œuvre au sein de l'entreprise**, dans la vie quotidienne et dans les médias. Dans l'entreprise, chacun est incité à faire un travail sur soi pour se conformer à la place qui lui est assignée. Dans la vie quotidienne, nous incorporons de plus en plus de méfiance partagée, de réflexes standardisés, d'éléments de langage, de protocoles opératoires. Les médias façonnent, notre vision du monde. **Ils appellent ça « innovation ».**

**Cette « innovation » inspire aussi le financement massif et sans contrôle du transhumanisme**, de recherches sur les biotechnologies et sur l'intelligence artificielle.

Le système qui se met en place est-il de nature totalitaire ? **Hannah Arendt** et Paul Ricœur avaient caractérisé **un système totalitaire** par 6 critères, qu'on retrouve aujourd'hui :

- Une **massification** s'opère à travers le traitement émotionnel de l'actualité, la publicité, la mode ;
- La **fiction des lois du marché**, servie par la propagande, est celle d'une société idéale et rationnelle composée d'individus utilitaristes ;
- **La rigueur de l'organisation transforme ces pseudo-sciences en logique démente.** Tous les humains sont contraints d'agir conformément à l'idéologie managériale avec la mise en place d'un gouvernement mondial d'entreprise au niveau planétaire ;
- **Tout est possible au nom de l'exigence de compétitivité**, y compris le dépassement de la condition humaine et la **connaissance intime de la vie de tous les humains**, réduits pour cela à un ensemble de données numériques. L'innovation est présentée aujourd'hui comme une primauté absolue, excluant toute stabilité institutionnelle et toute légalité définie.
- **Ce qui émerge est entièrement nouveau, sans précédent, impensable** au moyen des rationalisations antérieures qui reposaient sur les droits fondamentaux, les principes de la République et la démocratie ;
- **La visée planétaire de l'expérience de domination totale implique l'élimination de toute réalité non totalitaire rivale, en dehors et au-dedans.** Dans ce système, les hommes eux-mêmes deviennent superflus. Un apartheid se met en place au niveau mondial et au sein de chaque territoire. Ceux qui ne sont pas nécessaires à une production automatisée sont **progressivement éliminés.**

**La philanthropie joue un rôle central dans la fabrication du consentement à cette dérive totalitaire**, présentée comme « malheureusement inévitable », mais tempérée par la générosité des riches et des puissants. On ne peut pas espérer la voir s'opposer aux errements d'un système dont elle constitue la justification et parfois l'avant-garde. Dès lors, comment construire des solutions face à des enjeux vitaux ?

### **III- Comment construire ensemble un monde pour tous, à finalité humaine ?**

**Nos sociétés sont dans une situation proche de celle qu'a connue Franklin Roosevelt** avec la crise de 1929-33, mais la crise dans laquelle nous sommes rentrés est d'une **ampleur encore plus grande**, car l'enjeu climatique met en question l'avenir de l'humanité.

**Face au chaos annoncé, une action publique de grande envergure est impérativement nécessaire** au niveau national, européen et mondial. Mais elle doit se renouveler profondément pour se conjuguer avec **la mobilisation de tous les citoyens**, dans le cadre d'une démocratie renouvelée. C'est là que réside un véritable changement de système. Comment y parvenir ?

#### **8/ Construire un monde pour tous**

**Pour construire un monde pour tous**, il faut à la fois une vision du monde, des milliers d'actions locales porteuses d'alternatives et un changement de système

- **Une vision du monde alternative** à guidé tous les mouvements sociaux qui ont mené avec succès dans le monde des luttes prolongées dans une situation d'apparente infériorité. La Fondation Pablo Solón (Bolivie), définit le Buen Vivir par 5 critères que nous reprendrons :

- l'équilibre et l'harmonie
  - la redistribution des richesses, des terres, une autre conception de la propriété
  - le vivre ensemble, la complémentarité et la coopération
  - l'intégralité de la vie, qui privilégie l'être par rapport à l'avoir.
  - l'émancipation et l'éducation, pour se libérer ensemble, rendre chacun acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire.
- **Des centaines de milliers d'actions locales porteuses d'alternatives** montrent sur le terrain que ce changement de perspective est non seulement possible, mais réel. Ces actions très diverses contribuent à lutter contre le dérèglement climatique, amorcent la transition écologique, restaurent le lien social et la solidarité, défendent les droits fondamentaux, développent une démocratie directe, etc. La société ne pourrait fonctionner sans cette multitude d'actions désintéressées et créatives. **A elles toutes elles esquissent les contours d'une société solidaire, coopérative et participative**, même si chaque action semble avoir une portée limitée. Cependant, la multiplication de ces actions ne suffit pas pour faire basculer le système.

- **Un changement de système économique et politique, c'est-à-dire des règles et des institutions**, est nécessaire pour instaurer durablement une justice sociale, fiscale et écologique et pour renouveler la démocratie. Pour échapper au chaos il faut changer le cœur du système, c'est-à-dire reconquérir le pouvoir impérial des multinationales et des opérateurs financiers pour le remplacer par le pouvoir des peuples et des citoyens.

## 9/ Des propositions convergentes sont déjà formulées

**Des propositions très largement convergentes** sont formulées par des organisations comme Attac, les Amis de la Terre, le Crid, les collectifs de défense des services publics recourent très largement les revendications des Assemblées de gilets jaunes et les marcheurs pour le climat.

**Ces mesures très concrètes donnent un contenu à la notion de transition écologique, sociale et démocratique et permettent de préciser ce que signifie « changer le système ».** Nous nous limiterons ici aux axes essentiels :

- **aller vers la sobriété et la décroissance**, promouvoir un nouveau modèle de développement pour accélérer la transition écologique ;
- **repandre en main la finance**. C'est sans doute la mesure-clé qui permet d'envisager les autres. Cela passe par la séparation stricte des banques de détail et des banques d'investissement, la remise en cause du pouvoir des actionnaires, l'interdiction des fonds spéculatifs, etc. ;
- **récupérer et mettre en commun les biens nécessaires à tous**, dont l'usage ne doit plus être privatisé mais géré en commun au niveau d'une communauté, qui peut être un territoire, un pays ou l'humanité tout entière : l'eau, la terre, la culture, l'éducation, la santé, la biodiversité, etc. Cela implique une remise en cause du droit de propriété pour aller vers un droit d'usage ;
- **restaurer les capacités de régulation à tous les niveaux**. Cela implique en particulier la reconstruction d'un État au service des citoyens, une nouvelle Constitution, de nouveaux traités européens donnant priorité aux droits fondamentaux, etc. ;
- **restaurer la justice sociale et fiscale**, avec des mesures immédiates comme l'augmentation et l'indexation des salaires, des allocations et des pensions, la taxation des patrimoines, mais au-delà, une réorientation en profondeur de la répartition de la valeur ajoutée et un nouvel aménagement du territoire.

**L'utopie n'est pas du côté de ceux qui cherchent des solutions**, mais de ceux qui continuent de penser contre toute évidence que la croissance et l'exploitation des hommes et de la nature pourront indéfiniment se poursuivre, et que les ultra-riches parviendront à contenir la révolte des peuples du monde.

## 10/ Le rôle des fondations alternatives est aujourd'hui déterminant

**Il existe des fondations alternatives qui permettent d'amorcer cette dynamique**, même si elles sont très peu nombreuses et ne représentent qu'une faible part de la philanthropie. Elles aident les mouvements citoyens à démarrer, s'organiser et se structurer, dans un contexte de recul des financements publics. C'est pourquoi loin de condamner toute action philanthropique, les mouvements sociaux les considèrent comme des alliées indispensables.